

AQUI SOCIAL

LA SEMAINE SOCIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE



VOTRE REVUE DE PRESSE
DU 29 NOVEMBRE AU 05 DÉCEMBRE 2025

NUMÉRO 10

2000 PERSONNES
MOBILISÉES CONTRE
LE BUDGET

BIENTÔT 400 POSTES EN
MOINS AU DÉPARTEMENT
DE LA GIRONDE

25 % DE PLANS EN PLUS
DANS LA CREUSE

UN DÉLÉGUÉ CGT PRIS À
PARTIE APRÈS DIFFUSION
D'UN TRACT CONTRE SUD

LES SALARIÉS DE LA
CHARCUTERIE VONT AUX
PRUD'HOMMES

LES AGRICULTEURS MAINTIENNENT LA PRESSION

Des abattages préventifs dans le Doubs, liés à la dermatose nodulaire contagieuse, ont provoqué la colère des agriculteurs. La Confédération paysanne et la Coordination rurale, rejointes au pays basque par le syndicat ELB, ont mené ensemble cette mobilisation, estimant que les contraintes sanitaires pèsent trop sur les exploitations. A **Guéret**, une cinquantaine d'éleveurs se sont rassemblés mercredi et ont déposé des pneus sur deux places de la ville. A **Périgueux**, quelque soixante-dix agriculteurs se sont réunis devant la préfecture. Ils ont fait brûler symboliquement une botte de foin et réclamé la démission du ministre de l'agriculture. Dans les Pyrénées-Atlantiques, des actions musclées se sont tenues hier devant des administrations de **Pau**, avec déversement de pneus, foin et lisier par une centaine de tracteurs.

(SOURCES : La Montagne, Creuse, 04/12/2025, p. 9 . Dordogne Libre, 04/12/2025, p. 3 .
La République des Pyrénées, 05/12/2025, p. 3 . Sud Ouest Pays Basque, 05/12/2025, p. 14)

VOTRE ANNONCE ICI

Contact & devis

PUB@AQUISOCIAL.FR





REVENDICATIONS

EN RÉGION

FAIBLE MOBILISATION CONTRE LE BUDGET : ENVIRON 2 000 PARTICIPANTS DANS LA RÉGION

Mardi, les manifestations contre le budget ont rassemblé des effectifs variables selon les départements, mais reflètent une mobilisation peu soutenue en Nouvelle-Aquitaine. En Gironde, 300 à 400 personnes se sont retrouvées devant le rectorat de Bordeaux. En Haute-Vienne, un peu plus de 100 manifestants ont défilé à Limoges et une trentaine à Saint-Junien. Dans la Vienne, 180 personnes ont occupé le Pont Neuf à Poitiers et 110 étaient réunies à Châtelleraut. En Charente, environ 100 manifestants se sont regroupés à Angoulême. En Dordogne, 210 personnes étaient présentes à Périgueux et 40 à Bergerac. En Creuse, deux rassemblements ont réuni près de 100 participants à Guéret. Dans les Pyrénées-Atlantiques, 300 personnes ont manifesté à Pau et autant à Bayonne. Dans les Landes, 80 se sont mobilisées à Mont-de-Marsan. En Charente-Maritime, 80 personnes étaient à La Rochelle et environ 60 à Saintes. Enfin, dans les Deux-Sèvres, 170 manifestants se sont rassemblés à Niort et 70 à Thouars. Le total régional atteint environ 2 270 participants.

SOURCES

Editions du 03/12/2025 :
Sud Ouest Bordeaux Agglo, p.14 ; Landes, p. 17 ;
Charente-Maritime, p.14.
Le Populaire du Centre, p. 6
La Nouvelle République, édition de la Vienne, p. 6
Charente Libre, p. 5
Dordogne Libre, p. 10
La Montagne, édition de la Creuse, p. 7
La République des Pyrénées, p. 5
Ici Poitou, 02/12/2025, en ligne.

LOT-ET-GARONNE

UN DÉLÉGUÉ CGT PRIS À PARTIE APRÈS LA DIFFUSION D'UN TRACT MOQUANT L'ACTION DE SUD

Un délégué CGT a été pris à partie lundi passé par plusieurs agents du département du Lot-et-Garonne, à Agen. Cet incident fait suite à la diffusion d'un tract du syndicat pointant son désaccord avec son homologue Sud. L'un et l'autre sont opposés à la baisse annoncée du forfait repas octroyé par la collectivité mais leurs points de vue divergent sur la stratégie de lutte. Le salarié est en arrêt de travail et a annoncé son intention de déposer plainte.

SOURCES

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
01/12/2025, p. 13

VIENNE

LE COMMISSARIAT DE CHÂTELLERAUT SE RENFORCE, LE SYNDICAT UNITÉ NUANCE

Deux gardiens de la paix stagiaires et une secrétaire administrative ont rejoint l'hôtel de police de Châtelleraut, dans la Vienne, lundi. Ils devraient être suivis de deux policiers adjoints en début d'année prochaine, puis de trois agents mutés en mars. Ces arrivées doivent renforcer la présence sur la voie publique et l'activité judiciaire, dans un commissariat qui compte quelque 75 agents, soit un policier pour 500 habitants. L'équipe est en tension depuis des mois. Le syndicat Un1té nuance néanmoins ces annonces : un policier adjoint aurait déjà quitté sa formation, ce qui réduirait les renforts prévus. Les postes ouverts à mutation en mars 2026 pourraient aussi rester vacants faute de candidats. Un1té rappelle que le commissariat a perdu sept agents cette année sans remplacement complet à ce jour.

SOURCES

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
01/12/2025, p. 12 ; 02/12/2025, p. 19



Varions les sources

Envoyez-nous
vos communiqués

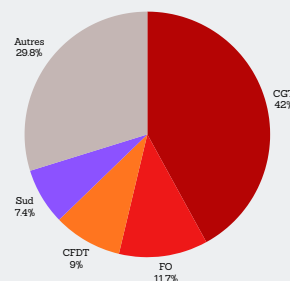
info@aquisocial.fr



IL SUFFIT D'UN SCAN
POUR ALLER SUR
WWW.AQUISOCIAL.FR

La médiatisation des syndicats dans la PQR en Nouvelle-Aquitaine

Constatée par notre revue de presse, sur la période du 15/09 au 05/12/2025.





REVENDICATIONS

HAUTE-VIENNE

LES SYNDICATS VENT DEBOUT CONTRE LES CLASSES SANS MAÎTRES

En Haute-Vienne, les écoles primaires font face depuis l'automne à un manque d'enseignants remplaçants, laissant chaque jour plusieurs classes sans maître. Selon les syndicats CGT et Unsa, 74 absences n'auraient pas été remplacées sur les dix premiers jours d'octobre, et 184 journées manquantes auraient été comptabilisées en novembre. Les personnels dénoncent l'impact sur leur organisation, les élèves étant répartis dans d'autres classes. Ils signalent aussi l'attente de contractuels non rappelés à la rentrée. Dans plusieurs communes, des effectifs importants ont été regroupés ponctuellement. Le rectorat assure que plus de 99 % des journées ont été couvertes en novembre.

SOURCES

Le Populaire du Centre,
05/12/2025, p. 14

CORRÈZE / PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

DES AVOCATS DE LA RÉGION ALERTENT SUR LE PROJET DE RÉFORME RIVAGE

Des avocats des barreaux de Brive, en Corrèze, et de Bayonne, dans les Pyrénées-Atlantiques, se sont rassemblés jeudi sur les marches de leur palais de justice respectif pour alerter sur le projet de réforme « Rivage », tandis que des discussions avec le ministère de la justice sont annoncées en début d'année prochaine.

Ce texte prévoit notamment de relever à 10 000 euros le seuil minimal permettant de faire appel en matière civile, contre 5 000 euros actuellement. Certains contentieux, comme les pensions alimentaires ou les loyers commerciaux, ne pourraient plus être portés devant la cour d'appel.

SOURCES

La Montagne, édition de la Corrèze,
05/12/2025, p.14
Sud Ouest Pays Basque,
05/12/2025, p. 13

Notre baromètre social

Méthodologie. Nous proposons une tendance du climat social des territoires en Nouvelle-Aquitaine, en croisant différents indicateurs médiatiques, relevés par nos soins dans la PQR jour après jour, et statistiques, fournis par des organismes officiels.

Chaque département reçoit une note sur dix, moyenne des critères négatifs et positifs, calculés pour 10 000 salariés employés (la région en compte 2,5 M), afin de permettre une comparaison significative en dépit des disparités du nombre de salariés entre les secteurs. Plus la moyenne est élevée, meilleur nous semble le climat social du territoire.

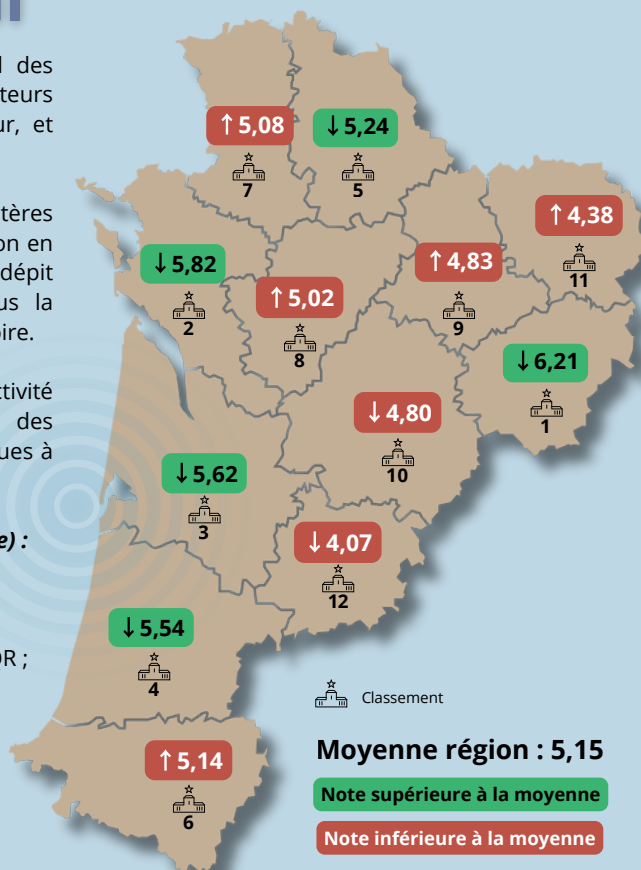
Il s'agit strictement d'un sentiment, à l'instant t, fonction de l'activité médiatique, et forcément en partie biaisé par la propension des travailleurs à communiquer mais aussi par les intérêts journalistiques à refléter leurs actions, au gré des rédactions.

Indicateurs négatifs (plus le taux est élevé, moins la note est bonne) :

- Taux de chômage - Insee ;
- Taux de revendications (grèves, manifestes, etc.) - PQR ;
- Plans sociaux - PQR ;
- Conflits du travail portés devant les tribunaux et médiatisés - PQR ;
- Taux d'accidents du travail - Carsat.

Indicateurs positifs (plus le taux est élevé, meilleure est la note) :

- Investissements - PQR ;
- Initiatives en faveur de l'emploi et de la formation - PQR ;
- Créations d'entreprises - Insee ;
- Besoins en main d'œuvre - France Travail ;
- Accords d'entreprises signés - Légifrance.





REVENDICATIONS

GIRONDE

CGT, FO ET SUD MANIFESTENT CONTRE LA RÉFORME DES REMPLAÇANTS À L'ÉCOLE

Environ 80 enseignants du premier degré se sont rassemblés lundi devant l'inspection académique de la Gironde, à Bordeaux. À l'appel d'une intersyndicale CGT, FO et SUD éducation, ils contestent le projet ministériel de fusionner, pour la rentrée 2026, les postes ZIL et Brigade, deux catégories de remplaçants du département. Selon les syndicats, près de 700 enseignants seraient concernés et la réforme dégraderait les conditions de travail et la capacité de remplacement. Le mouvement doit se poursuivre lundi 8 décembre.

SOURCES

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
02/12/2025, p.12

LES AGENTS DU CENTRE PÉNITENTIAIRE FONT BLOC CONTRE LA SURPOPULATION

Les surveillants du centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan (Gironde) ont bloqué jeudi les mouvements de détenus durant plusieurs heures pour dénoncer une surpopulation extrême et un manque d'effectifs. L'établissement comptait en début de semaine 1 220 détenus pour 633 places, avec plus de 200 matelas au sol et des postes vacants dans plusieurs unités. Le mouvement a retardé des extractions vers le palais de justice de Bordeaux (Gironde) et des audiences programmées jeudi matin. Les agents alertent aussi sur la multiplication des arrêts maladie, des heures supplémentaires et des tensions en détention. Cette mobilisation s'inscrit dans la lignée de celles menées ces dernières semaines dans la Vienne, les Pyrénées-Atlantiques (Bayonne et Pau) ou encore dans les Landes.

SOURCES

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
05/12/2025, p. 14

**DU LUNDI AU VENDREDI,
AU JOUR LE JOUR
SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR**

HAUTE-VIENNE

LES POMPIERS DE SAINT-JUNIEN RÉCLAMENT PLUS DE RECONNAISSANCE

Les sapeurs-pompiers de Saint-Junien (Haute-Vienne) sont inquiets de la suppression envisagée des gardes postées le samedi, qui seraient déplacées en semaine. Ils alertent sur la charge accrue et le manque de reconnaissance pour leur engagement régulier, et souhaitent maintenir ces gardes du week-end pour mieux équilibrer leur travail et leur investissement.

SOURCES

Le Populaire du Centre,
01/12/2025, p. 14

LOT-ET-GARONNE

VERS UN ACCORD POUR LE REMBOURSEMENT DU FORFAIT REPAS AU DÉPARTEMENT

Représentants syndicaux et direction ont enfin trouvé mardi un compromis sur le remboursement des repas des agents du Département du Lot-et-Garonne en mission.

Le forfait repas, auparavant fixé à 20 euros puis remis en cause, sera désormais établi à 15 euros sans justificatif, avec un plafond de remboursement maintenu à 20 euros sur présentation. Cette proposition, validée par le Comité social et territorial, doit encore être soumise au vote des élus.

SOURCES

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
03/12/2025, p. 13

LANDES

A SAINT-SEVER, LES AGRICULTEURS ALLUMENT LE BRASIER DES REVENDICATIONS

Des agriculteurs des Landes, membres de la FDSEA et des Jeunes Agriculteurs, ont allumé un brasier lundi soir à Saint-Sever pour signaler leurs difficultés économiques et la fragilité de leur trésorerie, ainsi que l'incertitude sur l'avenir de l'irrigation et les crises sanitaires récurrentes.

La mobilisation se poursuivra jusqu'au 19 décembre avec des actions dans plusieurs cantons.

SOURCES

Sud Ouest Landes,
02/12/2025, p. 14



REVENDICATIONS

GIRONDE

LES JEUNES AGRICULTEURS VOUDRAIENT SURVEILLER LES VENTES DE VIN EN GIRONDE

Lors du conseil du syndicat des Bordeaux et Bordeaux supérieur, les représentants ont évoqué le risque de voir des stocks issus d'exploitations en liquidation vendus à des tarifs fortement dégradés en Gironde. Les Jeunes agriculteurs souhaitent placer ces ventes sous surveillance et militent pour une évolution législative permettant une préemption de l'État. Les organisations professionnelles prévoient pour l'heure des contrôles renforcés lors des enchères pour vérifier la conformité des lots.

SOURCES Sud Ouest toutes éditions,
05/12/2025, p. 19

CHARENTE

LES SALARIÉS DE LA MAISON DE COGNAC BOINAUD DÉBRAYENT CONTRE LES LICENCIEMENTS

À Angeac-Champagne, près de Cognac, un débrayage s'est tenu mardi devant la maison de cognac Boinaud à l'appel de la CGT, rejointe par FO, après l'annonce d'un nouveau projet de licenciement économique concernant onze postes. Les syndicats rappellent que deux précédentes vagues avaient déjà entraîné une vingtaine de suppressions l'an dernier.

SOURCES Charente Libre,
03/12/2025, p. 5

CREUSE

LA FSU NE VEUT PAS VOIR LE DÉPUTÉ ALLIÉ DU RN AU COLLÈGE DE GUÉRET

La FSU appelle à un mouvement de grève lundi prochain 8 décembre au collège Marouzeau de Guéret. En cause, la visite annoncée du député UDR Bartolomé Lenoir, allié du RN au Palais Bourbon. Le syndicat enseignant estime que ce positionnement n'est pas compatible avec les valeurs de la semaine de la laïcité prévue dans l'établissement la semaine prochaine, à l'occasion des 120 ans de la loi de séparation des églises et de l'Etat.

SOURCES La Montagne, édition de la Creuse,
05/12/2025, p. 6

VIENNE

MOBILISATION DES PERSONNELS ET ENSEIGNANTS AU LYCÉE BRANLY DE CHÂTELLERAULT

Des enseignants et personnels du lycée Édouard-Branly de Châtellerault ont distribué jeudi des tracts pour dénoncer une dégradation de leurs conditions de travail. Ils évoquent des emplois du temps étendus, un manque de matériel, des réunions nombreuses et l'impact des travaux de réhabilitation engagés depuis 2021, qui entraînent retards, malfaçons et déplacements fréquents de salles. Le collectif a déjà alerté le conseil d'administration et demande l'ouverture d'un dialogue avec la direction et la Région. Une assemblée générale est prévue lundi 8 décembre.

SOURCES La Nouvelle République, édition de la Vienne,
05/12/2025, p. 19

BIO86, LES LABOS DE LA VIENNE S'ESTIMENT MOINS BIEN TRAITÉS DEPUIS LEUR RACHAT

Les salariés des laboratoires Bio86, qui emploient quelque 180 personnes dans la Vienne (répartis sur 8 sites), ont observé un mouvement de grève mardi avec le soutien de la CGT. Les conditions de travail découlant du rachat de la structure, en 2023, ne passent pas. Ils réclament en outre le maintien du réseau existant et des effectifs, dont la configuration semble vouloir être remise en cause.

SOURCES La Nouvelle République, édition de la Vienne,
03/12/2025, p. 5

ÉDITEURS, LIBRAIRES

FAITES CONNAÎTRE LES GUIDES UTILES

PUB@AQUISOCIAL.FR

LES GUIDES PRATIQUES POUR TOUS

Prud'hommes



DROIT DU TRAVAIL

LANDES

UNE ENTREPRISE ARTISANALE SOMMÉE D'AMÉLIORER SES MESURES D'HYGIÈNE

À Dax, dans les Landes, l'entreprise artisanale Jeanne Bertot (moins de dix salariés), spécialisée dans la transformation de volailles et la production de foie gras, voit son agrément sanitaire suspendu pour trois mois par le préfet. Les inspections des services vétérinaires de la DDETSP ont révélé de graves manquements et des conditions d'exploitation jugées insuffisantes pour garantir la sécurité alimentaire. L'établissement doit stopper toute production et démontrer la correction des non-conformités pour espérer reprendre son activité.

SOURCE

Ici Gascogne,
28/11/2025, en ligne.

CHARENTE-MARITIME

LES SALARIÉS D'UNE CHARCUTERIE POURSUIVENT LEUR EMPLOYEUR À ROCHEFORT

À Rochefort, en Charente-Maritime, trois salariés d'une charcuterie ont saisi les Prud'hommes et rompu leur contrat début septembre en invoquant des manquements graves de leur employeur. Ils décrivent une dégradation de leurs conditions de travail, des problèmes d'hygiène et une situation ayant entraîné arrêts maladie et épuisement professionnel. Le jugement est attendu le 10 février 2026.

SOURCE

Sud Ouest Charente-Maritime, 03/12/2025, p. 20

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN RÉGION

---CHARENTE---
05.16.16.62.00 - 9h00 à 12h00 - 13h30 à 16h30. [Mail](#).
---CHARENTE-MARITIME---
05.17.83.47.31 - 8h30-12h15 et 13h30-17h00 (ve. 16h00). Mails [UC1](#) ou [UC2](#)
---CORRÈZE---
05.87.01.91.10. [Mail](#).
---CREUSE---
0 806 000 126 - Lu, Ma et Je de 9h à 11h30 / Me de 8h à 12h30. [Formulaire de contact](#).
---DEUX-SÈVRES---
05.49.17.27.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h 30 - 13h30 à 16h00. [Mail](#).
---DORDOGNE---
05 53 03 65 00. [Mail](#)

---GIRONDE---
05.47.47.47.47. du lu au ve : 9h00 à 11h 30 - 13h30 à 16h00. 4 UC. Voir [ici](#).
---HAUTE-VIENNE---
05.19.76.12.00 - du lu au ve : 9h00 à 11h 30 - 14h00 à 16h00. [Mail](#).
---LANDES---
05 58 46 65 43 - [Mail](#)
---LOT-ET-GARONNE---
05 53 98 66 66 - du lu au ve 9h00 à 11h30 / 14h00 à 16h30 (16h00 le ve). [Mail](#).
---PYRÉNÉES-ATLANTIQUES---
05 59 14 80 30 (Pau) - 05 59 14 80 40 (Bayonne). [Mail](#).
---VIENNE---
05 17 84 50 00 de 9h00 à 11h30 et 13h30 à 16h00. [Mail](#).

LOT-ET-GARONNE

LE DIRECTEUR DU FOYER DE MARMANDE SUSPENDU POUR QUINZE JOURS

À Marmande, en Lot-et-Garonne, le directeur du Foyer du château, une maison d'enfants accueillant des jeunes de 0 à 21 ans, a été suspendu pour quinze jours après la mise en place d'une administration provisoire. Cette mesure, décidée par le Département face à plusieurs injonctions non levées concernant la sécurité des enfants, a pris effet après une première tentative d'intervention restée impossible. L'administrateur nommé doit rétablir un fonctionnement normal, notamment sur le plan financier et des ressources humaines.

SOURCES

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
03/12/2025, p.13

GIRONDE

L'EX CADRE DE CDISCOUNT ACCUSÉ DE VENTE DE DONNÉES A ÉTÉ JUGÉ À BORDEAUX

Les données de plusieurs dizaines de millions de clients de la plateforme Cdiscount avaient été proposées à la vente sur le dark web dans la nuit du 29 janvier 2021. L'enquête interne menée sur le site de Cestas (Gironde) avait alors identifié un ancien cadre, qui est poursuivi depuis pour extraction frauduleuse de données et abus de confiance. Le tribunal correctionnel de Bordeaux a examiné jeudi les éléments techniques relevés sur son matériel professionnel et personnel, tandis que l'entreprise, partie civile, a chiffré son préjudice matériel et d'image (près de 150 K€ en tout). Trois ans de prison avec sursis sont requis. Le délibéré est attendu mercredi 19 février.

SOURCE

Ici Gironde, 05/12/2025, en ligne
Sud Ouest toutes éditions, 05/12/2025, p. 10

communiqué de presse

Transmettez nous vos infos en direct

info@aquasocial.fr



ACCORDS D'ENTREPRISE

LOT-ET-GARONNE

LES VERGERS DE LOUSPEYROUX REVOIENT LEUR TEMPS DE TRAVAIL À BEAUGAS...

La SAS Les Vergers de Louspeyroux à Beaugas (Lot-et-Garonne) a conclu un accord d'entreprise sur la durée du travail applicable à l'ensemble du personnel. Il prévoit des dérogations aux durées maximales journalières (12 heures) et hebdomadaires (46 heures sur 12 semaines), une majoration de 25 % des heures supplémentaires et un contingent annuel porté à 450 heures. Les dispositions incluent également l'organisation des congés payés et le travail des dimanches et jours fériés, avec comptabilisation majorée dans le cadre de l'annualisation.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

...NICOLAS LE JARDINIER, SON ACCORD SUR LE FORFAIT JOURS

La SARL Nicolas le Jardinier à Layrac (Lot-et-Garonne) a révisé son accord sur le forfait annuel en jours, approuvé par le personnel le 21 septembre 2025. Le forfait annuel est fixé à 218 jours, avec un plafond possible de 235 jours sur accord écrit du salarié. Les salariés concernés bénéficient de jours de repos (« RTT forfait jours »), d'un suivi de leur charge de travail, et peuvent exercer leur droit à la déconnexion. Le contingent annuel d'heures supplémentaires est porté à 450 heures, majorées et compensées par du repos.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

DES DÉROGATIONS AUX DURÉES MAXIMALES CHEZ SEFI

Spécialiste du ravalement de façade, la SARL SEFI de Seyches (Lot-et-Garonne) a conclu un accord d'entreprise sur la durée du travail, les heures supplémentaires et les trajets. Il prévoit des dérogations aux durées maximales journalières (12 heures) et hebdomadaires (46 heures sur 12 semaines), une majoration de 10 % des heures supplémentaires et un contingent annuel porté à 450 heures. Les temps de trajet entre chantiers et entreprise sont pris en compte selon les situations.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

EN RÉGION

LA SOMELAC PASSE À L'ACTIVITÉ PARTIELLE REBOND JUSQU'EN MAI 2026

La société SOMELAC (Hertz, VPN autos), spécialiste de la location de voitures basée à Chasseneuil-du-Poitou et représentée dans divers départements de la région, a signé un accord d'entreprise pour le dispositif spécifique d'activité partielle rebond, destiné à ses salariés de tous services et établissements, y compris cadres et apprentis. Il s'appliquera jusqu'au 15 mai 2026, avec une réduction maximale du temps de travail de 40 %. L'entreprise s'engage à maintenir l'emploi et à renforcer la formation professionnelle pendant cette période.

Les salariés doivent poser 6 jours de congés acquis, et l'indemnisation est fixée à 70 % du salaire brut par heure chômée.

Le CSE sera régulièrement informé sur la mise en œuvre de ce dispositif.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

CHARENTE

CHARENTE NATURE MET EN PLACE UN ACCORD SUR LE TEMPS PARTIEL ANNUALISÉ

L'association Charente Nature a conclu un accord de structure sur le temps partiel annualisé, applicable aux salariés à temps partiel, hors cadres au forfait jours et cadres dirigeants. L'accord prévoit la répartition du temps de travail sur une période annuelle, avec des semaines à amplitude variable selon la charge, et fixe des limites : 48 heures hebdomadaires maximum, 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives. Les heures complémentaires sont encadrées et majorées de 17 % ou 25 %. La rémunération est lissée, indépendamment des variations hebdomadaires. L'accord garantit l'égalité de traitement avec les salariés à temps complet pour la promotion, la formation et l'accès aux postes. Le CSE a été consulté et a émis un avis favorable le 12 novembre. Le dispositif est entré en vigueur le 20.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)



ACCORDS D'ENTREPRISE

VIENNE

**LA DURÉE DE TRAVAIL
ANNUALISÉE AVEC MODULATION
CHEZ DUVIVIER CANAPÉS 1840**

Les salariés de l'atelier de production de Duvivier Canapés 1840, à Usson-du-Poitou, dans la Vienne, voient leurs horaires évoluer après la signature de l'avenant n°3 à l'accord sur le temps de travail. Le texte annualise la durée de travail sur 12 mois, avec une modulation pouvant aller de 21 à 43 heures par semaine selon l'activité. Il harmonise les horaires entre ateliers, fixe des pauses identiques et crée un dispositif « fortes chaleurs » déclenché en vigilance rouge. L'accord précise aussi les règles de repos compensateur, les modalités d'activité partielle en cas de baisse durable et des dérogations possibles jusqu'à 12 heures par jour ou 46 heures par semaine en situation exceptionnelle.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

VIENNE

**NOUVELLES RÈGLES DE CONGÉS
ET DE PAUSE POUR LES SALARIÉS
DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT**

Les salariés de la Ligue de l'enseignement de la Vienne bénéficient de nouvelles règles de congés et de pauses après la signature d'un accord d'entreprise harmonisant les pratiques entre les conventions ECLAT et ALISFA, ainsi qu'avec l'association Montamétan récemment reprise. L'accord s'applique rétroactivement au 1er juin 2024 et octroie 25 jours de congés payés plus des jours supplémentaires dès l'ancienneté, deux jours étant ajoutés pour Noël. Le temps de repas devient du temps de travail effectif dans la limite de 45 minutes, et les salariés encadrant des enfants obtiennent une pause distincte de 30 minutes. La journée de solidarité est fixée au lundi de Pentecôte. Un suivi est prévu tous les deux ans.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

GIRONDE

**A MÉRIGNAC, DOONE MET EN
PLACE UNE PRIME DE PARTAGE
ET REVALORISE DES AVANTAGES**

La société DoOne de Mérignac, en Gironde, et le syndicat CFTC ont conclu un accord à l'issue des négociations annuelles obligatoires tenues entre septembre et novembre.

Les salariés bénéficieront en 2026 d'une prime de partage de la valeur conditionnée aux résultats (250 € ou 500 €), d'une prise en charge accrue de la mutuelle à 70 % dès avril 2026, et de tickets-restaurants revalorisés à 11 € pris en charge à 60 % dès janvier 2026.

La direction s'engage aussi à améliorer l'information interne.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

EN RÉGION

**OPTINERIS REVOIT LE COMPTE
ÉPARGNE-TEMPS DES
INTÉRIMAIRES**

Les représentants du CSE Optineris ont signé le 20 novembre un nouvel accord d'entreprise applicable à l'ensemble de l'UES Optineris, active dans neuf départements de la région : Haute-Vienne, Vienne, Dordogne, Creuse, Charente, Charente-Maritime, Gironde, Lot-et-Garonne, Corrèze. L'accord révisé le compte épargne-temps des salariés intérimaires (abondement de 6 %, déblocage automatique après 12 mois d'inactivité) et encadre la période d'essai des missions selon la durée du contrat. Il est entré en vigueur le 1er décembre après dépôt auprès de la DREETS de Limoges.

SOURCE

Légifrance

[Le texte de l'accord](#)

POUR PARLER AUX CSE

VOUS PRENDREZ BIEN UN ENCART !

PUB@AQUISOCIAL.FR

**VOUS VOULEZ TOUCHER LES
LECTEURS D'AQUISOCIAL ?**

**CETTE PAGE
EST À VOUS**



Contact & devis

PUB@AQISOCIAL.FR



EMPLOI & FORMATION

GIRONDE

UNE QUARANTAINE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DANS UNE ENTREPRISE ÉPHÉMÈRE

À Pessac (Gironde), une quarantaine de demandeurs d'emploi participent à 33Tours, une « entreprise éphémère » installée pour sept semaines dans un espace de coworking.

Encadrés par trois coachs, ils travaillent dans cinq pôles opérationnels afin de retrouver un rythme professionnel, renouer avec le collectif et préparer leurs candidatures.

Les participants rencontrent aussi des entreprises locales pour multiplier les contacts avant la fin du dispositif prévue le 18 décembre. Ce dispositif est le même que celui qui rassemble près de 60 demandeurs d'emplois à Angoulême depuis le 4 novembre.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
02/12/2025, p. 18-19

LES GENDARMES MONTRENT LA RÉALITÉ DE LEUR MÉTIER AUX FESTIVALIERS DE LIBOURNE

Au Festival des littératures policières de Libourne (Gironde), dimanche, la gendarmerie a montré aux festivaliers la réalité de son métier, au-delà des clichés des séries et polars.

Les participants ont pu observer une scène de crime reconstituée, manipuler du matériel d'identification criminelle et découvrir le travail du Psig.

L'événement a permis d'expliquer les missions, les contraintes et l'engagement des gendarmes.

SOURCE

Sud Ouest Libournais Blayais,
01/12/2025, p.18

SUIVEZ LE FIL
WWW.AQUISOCIAL.FR

VIENNE

A MONTMORILLON, LES ÉLUS VEULENT CONTINUER DE SÉDUIRE LES ENTREPRISES

Dans la communauté de communes Vienne et Gartempe, à Montmorillon (Vienne), les élus mettent à jour leur plan économique. Le document réaffirme la volonté d'attirer des entreprises en s'appuyant sur plusieurs zones d'implantation, notamment celle de la Barre à Montmorillon et la nouvelle zone aménagée à Lussac-les-Châteaux, où des locaux prêts à l'usage et des solutions d'hébergement d'activités sont proposées. La centrale nucléaire de Civaux, qui emploie près d'un millier de personnes, reste le principal moteur économique du territoire et soutient un tissu de PME spécialisées. Les créations d'entreprises progressent depuis 2012, portées par ces activités implantées durablement.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
01/12/2025, p.16



Tous les métiers sont sur

AQUISOCIAL

l'hebdo qui **élargit votre horizon**
Chaque vendredi après-midi





EMPLOI & FORMATION

Le Chiffre

93 392

Offres d'emploi ce matin
en région sur le site
francetravail.fr

-0,63%
VS SEMAINE DERNIÈRE

LOT-ET-GARONNE

LA MISSION LOCALE DE MOYENNE GARONNE AVANCE SUR SON FUTUR FJT

Les jeunes suivis par la Mission locale de Moyenne Garonne bénéficieront bientôt de nouveaux logements à Marmande, Tonneins, Casteljaloux et Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne). Vingt places seront aménagées en FJT dans l'ancienne trésorerie de Marmande et dix dans l'ancien tribunal de Tonneins, avec des projets similaires pour les autres communes. Ces foyers offriront un accompagnement socio-éducatif et un soutien vers l'autonomie, financés par les loyers réinjectés dans le fonctionnement de la structure.

SOURCE

Sud Ouest Lot-et-Garonne,
01/12/2025, p. 17

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'APEC TIENT LE CAP MALGRÉ DES SECTEURS EN TENSION DE RECRUTEMENT

Dans les Pyrénées-Atlantiques, les cadres du secteur privé continuent à occuper majoritairement des postes dans des entreprises de plus de 250 salariés, avec 1857 offres d'emploi enregistrées sur le site de l'APEC. Toutefois, certains secteurs comme le BTP et le commerce connaissent des difficultés de recrutement. La majorité des jeunes diplômés de 2024 rencontrent des obstacles pour leur premier emploi, et près de la moitié des recrutements de cadres sont jugés difficiles par les employeurs.

SOURCE

La République des Pyrénées,
02/12/2025, p. 5

EN RÉGION

LA RÉGION AIMERAIT REPRENDRE LA MAIN SUR L'APPRENTISSAGE

Fidèle à l'un de ses chevaux de bataille, le président de la région Alain Rousset vient de proposer au premier ministre de transférer aux collectivités la gestion des lycées professionnels, agricoles et maritimes ainsi que l'ensemble de l'orientation et de l'apprentissage. Cette mesure viserait, pense-t-il, à simplifier les parcours, adapter les formations aux besoins économiques et réduire la concurrence.

SOURCE

Le Populaire du Centre, 01/12/2025, p. 4
Sud Ouest toutes éditions, 01/12/2025, p. 5

LA CONSEILLÈRE RÉGIONALE CHARGÉE DE LA FORMATION QUITTE FRANCE COMPÉTENCES

Karine Desroses, vice-présidente du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine chargée de la formation et de l'emploi, a quitté France compétences pour dénoncer une forte baisse des moyens alloués à l'apprentissage. Elle indique que l'enveloppe destinée à la Région passerait de quarante à vingt millions d'euros, une réduction jugée incompatible avec les projets engagés, notamment les travaux du centre de formation de Cognac, en Charente, prévus pour septembre 2025. L'élue alerte aussi sur l'impact pour plusieurs milliers de demandeurs d'emploi.

SOURCE

La Nouvelle République, édition de la Vienne,
02/12/2025, p. 2





EMPLOI & FORMATION

CORRÈZE

CSA SUPPLY PACKING S'AGRANDIT À BRIVE ET RECRUTE POUR SA FORTE REPRISE

À Brive, les salariés de GCA supply packing ont pris possession d'un nouveau site plus vaste, permettant d'accompagner la forte reprise d'activité.

L'entreprise, spécialisée dans les emballages industriels sur-mesure, a accru ses capacités de production et investi dans de nouveaux équipements. Après être tombés à six salariés en 2019, les effectifs sont remontés à seize personnes et quatre postes restent à pourvoir.

Ce déménagement vie aussi à répondre aux commandes croissantes d'un client majeur du secteur aéronautique.

SOURCE

La Montagne, édition de la Corrèze, 03/12/2025, p. 6

DORDOGNE

A BOULAZAC, LES APPRENTIS DU CFA S'INQUIÈTENT DU MANQUE DE PROFS

Les apprentis du CFA de Boulazac, près de Périgueux, signalent depuis la rentrée de septembre l'absence persistante d'enseignants en matières générales et techniques, inquiétant pour la préparation de leur baccalauréat.

Un poste d'anglais vient d'être pourvu, mais deux disciplines restent sans professeur. La chambre des métiers de Nouvelle-Aquitaine reconnaît des difficultés de recrutement dans les matières pratiques et indique rechercher encore plusieurs candidats.

SOURCE

Ici Périgord, 05/12/2025, en ligne

DEUX-SÈVRES

UNE NOUVELLE LICENCE PRO DANS LES CARTONS À NIORT : DES PARTENAIRES RECHERCHÉS

L'université catholique de l'ouest est en quête de partenaires pour ouvrir à Niort l'an prochain une licence pro achats et supply chain responsables en alternance. Cette formation vise à compléter l'offre locale et à répondre à une demande du bassin d'emploi en matière de logistique. Le campus de Niort regroupe près de 600 étudiants.

SOURCE

La Nouvelle République, édition des Deux-Sèvres, 03/12/2025, en ligne.

VIENNE

ALDI S'IMPLANTE DANS UNE COMMUNE RURALE ET RECRUTE SEPT PERSONNES

La chaîne de magasins alimentaires Aldi vient de recruter sept salariés à Buxeuil, dans Vienne, commune de moins de 1 000 habitants limitrophe du département de l'Indre-et-Loire. Le magasin y a ouvert mercredi un supermarché de 800 m² dans son concept "small", taillé pour le milieu rural. Dix personnes sont chargées de le faire tourner.

SOURCE

La Nouvelle République édition de la Vienne, 04/12/2025, p. 19

CHARENTE

LE FORUM POUR L'EMPLOI CONTINUE DE PLAIRE À SOYAUX

Le forum pour l'emploi de Soyaux, organisé par le centre social Flep dans cette ville de la périphérie d'Angoulême, fêtera vendredi sa dixième édition. L'événement mobilise cette année une quarantaine d'entreprises et plusieurs associations pour accueillir environ 300 habitants en recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un bénévolat. L'initiative, lancée en 2015 avec une quinzaine de partenaires, en compte désormais plus de 70.

SOURCE

Charente Libre, 04/12/2025, p. 15

CHAQUE MATIN
WWW.AQUISOCIAL.FR
LIT POUR VOUS 30 ÉDITIONS
DE LA PRESSE
QUOTIDIENNE RÉGIONALE



Notre résumé à **09:00**



Chaque semaine ici
TOUTE L'INFO SOCIALE À TÊTE REPOSÉE



PLANS & CESSIONS

CHARENTE

L'ABATTOIR DE CHALAI EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE, UN AUTRE PROJET À L'ÉTUDE

L'abattoir de Chalais, dans le sud de la Charente, est en redressement judiciaire depuis le 6 novembre. En cessation de paiements depuis mars, la structure cumule des dettes importantes. La fermeture administrative de mars 2024, les travaux exigés et l'absence de recettes ont aggravé sa situation. Une période d'observation de six mois s'ouvre, tandis que les partenaires locaux poursuivent leurs réflexions autour d'un projet d'abattoir à Barbezieux.

SOURCE

Charente Libre, 02/12/2025, p. 23

A COGNAC, LE SALON VS PACK CHERCHE DES SOLUTIONS POUR CONTOURNER LA CRISE

Le salon professionnel VS Pack s'est tenu cette semaine à Cognac. L'événement, élargi cette année à l'ensemble des métiers du packaging, réunit une centaine d'exposants et vise à répondre aux difficultés rencontrées par la filière vins et spiritueux. Les entreprises présentes mettent en avant leurs stratégies de diversification pour poursuivre leur activité dans un marché en recul, notamment en s'ouvrant à l'agroalimentaire, aux cosmétiques ou à de nouveaux procédés techniques.

SOURCE

Charente Libre,
03/12/2025, p. 19

LES 8 SALARIÉS DE LA CHÈVRERIE DE ROULLET PERDENT LEUR EMPLOI APRÈS LA LIQUIDATION

Les huit salariés de la chèvrerie Jousseau de Roulet-Saint-Estèphe (Charente) se retrouvent sans emploi depuis jeudi après la liquidation de l'exploitation décidée par le tribunal judiciaire d'Angoulême une semaine plus tôt. Les dernières bêtes ont été vendues et la production arrêtée. L'exploitant, confronté depuis plusieurs années à des difficultés sanitaires et économiques, fait face à un endettement important.

SOURCE

Charente Libre,
05/12/2025, p.17

GIRONDE

POUR REDRESSER LA BARRE, LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE PRÉVOIT 400 POSTES EN MOINS

L'effectif du Département de la Gironde devrait avoir chuté de plus de 5 % d'ici trois ans. Dans le cadre de son plan d'économies, la collectivité, lourdement endettée, va supprimer 400 postes sur 7 362 à l'horizon 2028, dont la moitié l'année prochaine. C'est moins que les 600 recommandés par la chambre régionale des comptes. Tous les éléments variables de rémunérations seront cependant gelés. Le Département vise à réaliser ainsi 30 % des réductions drastiques qui s'imposent à elle dans les trois ans (un peu moins de 100 000 €).

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
01/12/2025, p. 12-13



**Prenez
vite
votre
encart**



PUB@AQUISOCIAL.FR



PLANS & CESSIONS

DORDOGNE

ALORS QUE L'ENQUÊTE SE POURSUIT, LE DÉPÔT-VENTE DANS LA TOURMENTE LIQUIDÉ

À Boulazac-Isle-Manoire (Dordogne), le dépôt-vente de camping-cars Horizon 24 a été placé en liquidation judiciaire mardi par le tribunal de commerce de Périgueux. L'entreprise, sans salarié, fait l'objet d'une enquête pour abus de confiance, escroquerie, abus de biens sociaux et blanchiment, concernant entre 80 et 100 clients pour un préjudice estimé à plus de deux millions d'euros. Le gérant, placé sous contrôle judiciaire, bénéficie de la présomption d'innocence en attendant son procès.

SOURCE

Sud Ouest Dordogne, 03/12/2025, p. 12

VIENNE

LES ORGANISMES DE RÉINSERTION INQUIETS DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Les structures de réinsertion et d'aide à l'emploi de la Vienne alertent sur les conséquences des baisses de subventions. Le Capée, qui regroupe 46 organismes du département, indique que 300 personnes n'ont pas pu bénéficier de contrats d'insertion cette année, et que la situation pourrait s'aggraver l'an prochain. Certaines associations ont dû fermer des chantiers, entraînant des licenciements de salariés permanents et en insertion.

SOURCES

Ici Poitou, 01/12/2025, en ligne.

LANDES

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE POINTE LA CHUTE DES REVENUS DES AGRICULTEURS LANDAIS

Dans les Landes, la session de la Chambre d'agriculture de vendredi dernier a pointé une forte dégradation du revenu agricole en 2025. Les représentants professionnels signalent une baisse estimée à 38 % en un an et plus de 50 % en deux ans, en lien avec les aléas climatiques, la crise du maïs, les difficultés du kiwi et de la viticulture, ainsi que le recul du bio. Plusieurs filières restent fragilisées malgré quelques reprises localisées, notamment dans l'élevage.

SOURCE

Sud Ouest Landes, 03/12/2025, p. 12

CREUSE

LES LIQUIDATIONS ET REDRESSEMENTS AUGMENTENT DE 25 % DANS LA CREUSE

Le tribunal de commerce de Guéret constate une hausse de 25% des procédures de redressement et de liquidation judiciaire dans la Creuse par rapport à l'an passé. Le contexte économique, le poids des charges, mais aussi le manque de préparation des porteurs de projets de créations d'entreprise expliquent la situation.

SOURCES

La Montagne, édition de la Creuse, 04/12/2025, p. 8

TOUS LES FORMATS SONT
POSSIBLES, **JUSQU'AU A4**

PASSEZ VOTRE ANNONCE

PUB@AQUISOCIAL.FR



INVESTISSEMENTS

GIRONDE

LA SOURCE DES ABATILLES DÉCROCHE SON LABEL RSE

À Arcachon, en Gironde, les 54 salariés de la Source des Abatilles, productrice d'eau en bouteille, travaillent dans une entreprise officiellement labellisée RSE. La société, engagée dans l'amélioration de ses pratiques, a présenté ses procédures de contrôle de l'eau et ses actions en matière de qualité de vie au travail, d'empreinte environnementale et d'achats responsables. L'usine produit 50 millions de bouteilles par an.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
03/12/2025, p. 20h

SUIVEZ NOUS
SUR LES RÉSEAUX



GIRONDE

ARIANEGROUP CRÉE 50 EMPLOIS DANS UNE NOUVELLE UNITÉ AU HAILLAN

Une cinquantaine de recrutements ont été effectués sur le site d'ArianeGroup au Haillan (Gironde), où l'industriel ouvre une nouvelle unité dédiée aux matériaux composites. Ce bâtiment de 3 000 m² doit permettre d'accroître la production de pièces destinées aux fusées et satellites, dont un élément utilisé par Ariane 6. L'activité renforcée du site, également présent à Saint-Médard-en-Jalles, aura des retombées pour plusieurs centaines de sous-traitants locaux.

SOURCE

Sud Ouest toutes éditions,
02/12/2025, p. 6



EN BOURSE CETTE SEMAINE

Les investisseurs...

...achètent

| | | | |
|--|-------------------|---------|--------|
| Immersion <i>Logiciels</i> | Bordeaux (33) | 2,06€ | 48,20% |
| Fontaine Pajot <i>Construction navale</i> | La Rochelle (17) | 110,80€ | 9,27% |
| Klarsen <i>Datamarketing</i> | Bordeaux (33) | 0,84€ | 7,69% |
| Hunyvers <i>Véhicules de loisirs</i> | Limoges (87) | 6,48€ | 7,28% |
| UV Germi <i>Matériels industriels UV</i> | Saint-Viance (19) | 2,95€ | 2,43% |
| Fermentaig <i>Biotechnologie</i> | Libourne (33) | 0,44€ | 2,33% |
| I2S <i>Imagerie industrielle</i> | Pessac (33) | 7,00€ | 1,45% |
| Lectra <i>Technologie, logiciels</i> | Cestas (33) | 23,80€ | 1,28% |
| Groupe Gascogne <i>Papier, emballage, bois</i> | Mimizan (40) | 2,32€ | 0,87% |
| Hydrogène de France <i>Stockage pétrolier</i> | Blanquefort (33) | 4,00€ | 0,50% |
| Oeneo <i>Vitivinicole</i> | Cognac (16) | 9,20€ | 0,44% |

Nous suivons la performance boursière des principales entreprises de la région cotées à Paris dont nous avons connaissance. Les cours sont arrêtés au jeudi soir, l'évolution reflète la tendance sur la semaine glissante, d'un numéro d'Aquisocial à l'autre.

Nous suivons 26 entreprises dans neuf des onze départements de la région : leurs capitalisations varient de moins d'un million à 37 milliards d'euros (Legrand). Ne sont listées ici que celles qui ont donné lieu à transactions.

+0,13 %

...vendent

| | | | |
|---|---------------|---------|---------|
| Cerinnov <i>Machines de prod. céramique</i> | Limoges (87) | 0,06€ | -57,14% |
| Europlasma <i>Trait. des déchets dangereux</i> | Morcenx (40) | 0,38€ | -36,67% |
| Ashler & Manson <i>Courtier en assurances</i> | Bordeaux (33) | 2,80€ | -14,11% |
| Poujoulat <i>Fabrication de cheminées</i> | Niort (79) | 6,70€ | -7,46% |
| Aelis Farma <i>Biotechnologie</i> | Bordeaux (33) | 1,05€ | -6,25% |
| Rémy-Cointreau <i>Vins et spiritueux</i> | Cognac (16) | 36,94€ | -5,57% |
| Valbiotis <i>Santé</i> | Périgny (17) | 0,71€ | -2,74% |
| Docks pétrol. d'Ambès <i>Stockage pétrolier</i> | Cestas (33) | 935,00€ | -1,58% |
| Mon Courtier Energie <i>Courtier en énergie</i> | Bordeaux (33) | 5,15€ | -0,96% |
| Rougier <i>Exploitation et travail du bois</i> | Niort (79) | 14,70€ | -0,68% |
| Legrand <i>Équipement électrique</i> | Limoges (87) | 130,45€ | -0,08% |

SOURCE

Infographie Aquisocial / Google Finance / Euronext



FAITS-DIVERS

DORDOGNE

PRISON AVEC SURSIS ET AMENDE POUR LE GÉRANT AUX PRATIQUES FRAUDULEUSES...

Le tribunal correctionnel de Périgueux a condamné lundi le gérant d'une entreprise locale pour pratiques frauduleuses. Pendant quatre ans, la société proposait des services payants de résiliation de contrats, sans possibilité réelle de rétractation, entraînant des plaintes dans tout le pays. Trente-cinq clients s'étaient constitués parties civiles. Le gérant écope de dix-huit mois de prison avec sursis, de 6 000 euros d'amende et d'une interdiction de gérer pendant cinq ans. L'entreprise doit cesser son activité et verser 80 000 euros d'amende.

SOURCE

Dordogne Libre,
02/12/2025, p. 10

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

... MÊME SANCTION POUR L'OSTÉOPATHE QUI AVAIT AGRESSÉ TROIS PATIENTES

Après un kiné jeudi dernier à La Rochelle, c'est un ostéopathe des Pyrénées-Atlantiques qui a été condamné mardi pour agressions sexuelles dans le cadre de ses fonctions. Il écope de quatre mois de prison avec sursis pour ses agissements sur quatre patientes. Les faits, commis entre 2017 et 2023, concernent des gestes jugés inappropriés en fin de séance, alors que les victimes étaient en sous-vêtements.

SOURCE

Sud Ouest Pyrénées-Atlantiques,
03/12/2025, p. 15

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

INCOMMODÉS PAR LA FUMÉE DE L'USINE D'EN FACE, LES AGENTS OBTIENNENT DES MESURES

À Oloron-Sainte-Marie, dans les Pyrénées-Atlantiques, des agents du centre technique intercommunal signalent depuis plusieurs mois des fumées gênantes provenant de l'entreprise Poral, située en face de leurs locaux. Après échanges avec la communauté de communes du Haut-Béarn, la société prévoit l'installation d'un filtre à charbon dès la semaine prochaine, avant une nouvelle installation programmée en février. Des analyses menées par la Dreal sont en cours pour préciser l'origine et l'innocuité de ces émanations.

SOURCE

La République des Pyrénées,
03/12/2025, p. 22

GIRONDE

LES ÉQUIPES DU COLLÈGE DE PAUILLAC SOUS PRESSION DE FAUSSES ALERTES À LA BOMBE

Les équipes et les élèves du collège de Pauillac, en Gironde, sont sous pression après la multiplication de fausses alertes à la bombe depuis la rentrée. Cinq épisodes ont entraîné des évacuations déplaisantes. Une enquête de gendarmerie est en cours. Les pistes sont en faveur d'une culpabilité au sein de la communauté des élèves, sans élément concret à ce jour.

SOURCE

Sud Ouest Bordeaux Agglo,
04/12/2025, p. 12

L'AGENDA SOCIAL

a besoin de vos contributions

Aquisocial propose de recenser les principaux événements de la région en lien avec l'actualité sociale.

La rubrique "Agenda" du site www.aquisocial.fr intègre un moteur de recherche qui permet de les parcourir facilement. Elle ne peut exister sans vous, n'hésitez pas à l'abonder avec vos informations. Ecrivez nous !



agenda@aquisocial.fr



Aquisocial, la Semaine Sociale en Nouvelle-Aquitaine du 05/12/2025

est une revue de presse numérique éditée par Benoît Caurette, 120 rue Saint-Roch, 16000 Angoulême ; www.aquisocial.fr

Hebdomadaire, paraît le vendredi

Relève du dépôt légal de l'internet (Code du patrimoine, art. L132-2).

La revue est archivée par la bibliothèque nationale de France dans le cadre de ses collectes numériques.

Responsable de la publication : Benoît Caurette (b.caurette@aquisocial.fr)

Aquisocial propose des synthèses de l'actualité sociale en Nouvelle-Aquitaine à partir d'articles diffusés par les médias régionaux. Les contenus sont organisés et résumés par un journaliste professionnel aux fins de fournir un panorama structuré. Chaque texte mentionne sa source originale.